### JEAN-JACQUES ANSAULT

Faculté de droit – Université Paris II (Panthéon-Assas) jean-jacques.ansault@u-paris2.fr

Fonctions	Depuis septembre 2019 : Professeur à l'Université Paris II (Panthéon-Assas)
	De septembre 2011 à août 2019 : Professeur à l'Université de Rouen
	De septembre 2007 à août 2011 : Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise
	Avant 2007 : Allocataire-Moniteur puis ATER à l'Université Panthéon-Assas (Paris II)
TITRES UNIVERSITAIRES	Agrégation de Droit Privé et de Sciences Criminelles, 2011
	Doctorat en Droit Privé, 2006
	DEA de Droit Privé Général, Université Panthéon-Assas (Paris II), 2000
	Certificat de Sciences Criminelles, Institut de Criminologie de l'Université Panthéon-Assas (Paris II), 1999
	Certificat de Sciences de Gestion à l'École Normale Supérieure, section Droit, Economie, Gestion (Cachan), 1998 Reçu à l'Ecole Normale Supérieure, section Droit, Economie, Gestion, 1998
ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT	Université Panthéon-Assas (Paris II)  2019: Droit du crédit (M1), entreprises en difficulté (M1), instruments de crédit et de paiement (M1), activités des entreprises (M2), droit des biens et des sûretés (M2) et prévisions et règlement contractuels du contentieux (M2).  Depuis 2018: Cours de droit des contrats - MBA Executive  Depuis 2014: Séminaires de droit des contrats - D.U Contract Management  Depuis 2011: Séminaires de droit des contrats civils et commerciaux - MBA de Droit des Affaires et Management-Gestion  Depuis 2010: Interventions ponctuelles à l'Institut d'Études Judiciaires (IEJ)
	Université de Rouen  2011 - 2019: Cours magistraux de droit des sûretés (M1), de procédures civiles d'exécution (M1 et M2), de droit spécial des sociétés (L3), de droit des contrats spéciaux, civils et commerciaux (L3) et de régime de l'obligation (L3)  Séminaires en M2 de droit des procédures collectives, de pratique contractuelle civile et commerciale, de droit des groupements civils et commerciaux, de droit du patrimoine et de droit du crédit
	Université de Cergy-Pontoise  2007 - 2011 : Cours magistraux de droit commun des sociétés (L3), de droit spécial des sociétés (L3), de voies d'exécution (M1), d'introduction au droit privé (L1), de droit de la famille (L1) et d'ingénierie sociétaire (M2)  Séminaires de droit des sociétés (M2 – DJCE), de droit des procédures collectives, de droit du crédit et de droit bancaire (M2)  Interventions à l'Institut d'Études Judiciaires (IEJ) : actualisations en droit des sociétés et en droit des contrats  Cours de droit de la responsabilité civile extracontractuelle (droit spécial) à l'ESSEC (MBA - Cursus Droit) en partenariat avec l'Université de Cergy-Pontoise  Université de la Réunion  2019 : Cours de montages sociétaires (M1)
	<u>Université des Antilles et de la Guyane (Martinique)</u> 2012-2018 : Séminaires de droit des assurances maritimes et de transmissions d'entreprises

<u>Université du Caire (Egypte)</u> 2011 : Cours de droit des sociétés à l'Institut de Droit des Affaires Internationales (IDAI)

#### I - THESE

« Le cautionnement réel », sous la direction du Professeur Pierre CROCQ, mention très honorable avec félicitations du jury, soutenue le 29 novembre 2006 à l'Université Panthéon-Assas (Paris II).

Cette thèse, publiée dans la collection Doctorat et Notariat des Éditions Defrénois en 2009 avec une préface du Professeur Pierre CROCQ, a obtenu le Prix « Dupin Aîné » ainsi que le Prix de l'Université Panthéon-Assas (Paris II).

#### II - OUVRAGES

Les procédures civiles d'exécution, LGDJ, 2019

Traité des sûretés réelles, LGDJ (en préparation), avec le Professeur Nicolas BORGA

Code civil 2020, LexisNexis, mises à jour en droit des sûretés, droit des sociétés, droit des biens et droit de la prescription (depuis 2007)

Participation à la rédaction de l'ouvrage Company Laws of the E.U, C.H Beck (à paraître été 2019)

Participation à la rédaction de l'ouvrage Le dirigeant de société : risques et responsabilités, ouvrage collectif sous la direction du Professeur Michel GERMAIN, Éditions Juris-Classeur, 2002

#### Créations et refontes de fascicules Juris-Classeur :

Redressement et liquidation judiciaires. Situation du vendeur de meubles. Revendication. Règles générales (fascicule en préparation)

Sociétés en participation (fascicules en préparation)

Sociétés créées de fait (fascicule en préparation)

Sociétés à responsabilité limitée - Infractions

Cautionnement des sociétés par leurs dirigeants ou leurs associés - Qualification et

Cautionnement des sociétés par leurs dirigeants ou leurs associés - Régime

#### Actualisations de fascicules Juris-Classeur :

Sociétés en commandite par actions (deux fascicules)

Contrats entre les administrateurs et la société

Conseil d'administration

#### Étude Lamy Droit du contrat :

Les clauses relatives à la chose, la propriété et les risques (en préparation)

#### **Étude Lamy Droit des sûretés :**

Les sûretés réelles pour autrui

La propriété réservée à titre de garantie

Le nantissement conventionnel (en préparation)

#### **Études Lamy Droit de l'exécution forcée :**

Actions en revendication et en restitution

Les clauses pénales

Les astreintes

#### III - CHRONIQUES

Rédaction de chroniques à La Gazette du Palais : en droit des voies d'exécution (trois chroniques par an), depuis 2015 (avec le Professeur Claude Brenner)

#### Rédaction de chroniques à Revue Lamy Droit Civil :

- en droit des sûretés de décembre 2006 à décembre 2011 et d'octobre 2014 jusqu'en 2015
- en droit de la famille et des personnes de décembre 2006 à mars 2007

#### **TRAVAUX ET PUBLICATIONS**

#### IV - ARTICLES

L'abus de droit de recouvrer sa créance...30 ans après, Mélanges en l'honneur du Professeur Jacques MESTRE, LGDJ, 2019.

Contrat et sociétés: à propos du pacte extra-statutaire et de la SAS, avec le Professeur Michel GERMAIN, *Mélanges en l'honneur du Professeur Jean-Jacques DAIGRE*, *Joly Editions*, nov. 2017, p. 87.

Direction scientifique du dossier *Les opérations sur capital*, *JSS* mai 2017, n° 152. **Propos introductifs** et article **Les opérations sur capital et procédures collectives à l'aune de la loi du 18 novembre 2016.** 

**Réforme du droit des contrats et procédures collectives**, *BJS* 1<sup>er</sup> mars 2017, n° 2, p. 148.

Réforme du droit des contrats : Premières réflexions sur les évolutions des opérations de fusion-acquisition, article co-écrit avec Maître David SWINBURNE, *JCP* E 26 mai 2016, p. 25.

Direction scientifique du dossier *Les restructurations d'entreprises*, *JSS* juill. 2015, p. 26, Avant- propos et article Les restructurations d'entreprise à l'aune des modifications opérées par l'ordonnance du 12 mars 2014 sur le droit des sûretés.

Les pactes extrastatutaires sous la surveillance de l'ordre public sociétaire, Mélanges en l'honneur du Professeur Michel GERMAIN, Lexis-Nexis – Lextenso mai 2015, p. 2.

La saisie de valeurs mobilières, Actes Pratiques et Ingénierie Sociétaire janv.-févr. 2015, n° 139, p. 31.

La disharmonie entre la forme et l'objet dans une structure sociétaire, dossier Sociétés civiles, sociétés commerciales : divergences et convergences, JSS nov. 2014, p. 13.

La validité du contrat, dossier La réforme du droit des contrats, JSS avril 2014, p. 22.

Direction scientifique du dossier *La période de formation de la société*, *JSS* mars 2014, n° 117, p. 12, **Propos introductifs** et article **Dans les méandres des actes accomplis pour le compte d'une société en formation**.

La dissolution d'une filiale à 100% par confusion des patrimoines, Actes Pratiques et Ingénierie Sociétaire sept. 2013, n° 131, p. 75.

L'autorisation des garanties octroyées par les sociétés anonymes : un dispositif à rafraîchir, *RLDC* juin 2013, n° 105, p. 29.

La pharmaceutique - Propos introductifs, dossier Les nouveaux enjeux de l'industrie pharmaceutique, JSS mars 2013, n° 107, p. 8.

Direction scientifique du dossier *Droit des sociétés et libertés contractuelles, JSS* déc. 2012, n° 104, p. 28, **Propos introductifs** et article **Les clauses statutaires d'exclusion à l'aune de la liberté contractuelle.** 

La cession Dailly dans la tourmente des procédures collectives, JSS mai 2012, p. 12.

Le contrôle de l'intérêt à agir en nullité des délibérations sociales, Rev. Sociétés janv. 2012, p. 7.

Fiducie-sûreté et sûretés réelles traditionnelles : que choisir ?, Droit & Patrimoine n° 192, mai 2010, p. 52.

L'influence de la conception française de la filiation sur le système probatoire, *RLDC* mai 2010, n° spécial 71, p. 25.

La fiducie-sûreté ressuscitée !, JSS mai 2009, p. 22.

#### V - COMMENTAIRES D'ARRETS

Risques et dérives de « l'autorémunération » dans l'EURL ?, Cass. com., 9 janv. 2019, BJS mars 2019, p. 33.

A la recherche du préjudice personnel subi par l'associé, Cass. com., 30 mai 2018, BJS nov. 2018, p. 629.

Le régime du crédit immobilier issu du Code de la consommation réfractaire aux SCI familiales ?, Cass. 1<sup>ère</sup> civ., 7 mars 2018, *BJS* oct. 2018, p. 579.

Des risques de contracter avec un prétendu « chevalier blanc », CA Paris, 19 déc. 2017, BJS juin 2018, p. 361.

Rappel à l'ordre concernant les conditions de la responsabilité civile du président de SAS, Cass. com., 20 déc. 2017, *BJS* mai 2018, p. 280.

L'appréciation subtile du caractère dérisoire du prix dans une cession de droits sociaux, Cass. 3<sup>ème</sup> civ., 30 nov. 2017, *Rev. Sociétés* mai 2018, p. 298.

Les ressources du droit commun de la vente habilement mobilisées à l'occasion d'une cession de parts de « quirataires », Cass. com., 25 oct. 2017, *Rev. Sociétés* mars 2018, p. 168.

La délicate appréciation de l'intensité juridique des déclarations du cédant au sein d'une garantie de passif, CA Paris, 14 juin 2017, BJS févr. 2018, p. 96.

De la nécessité de démontrer le caractère déterminant d'une réticence dolosive, Cass. com., 26 avril 2017, *Rev. Sociétés* 1<sup>er</sup> déc. 2017, n° 12, p. 700.

Débat sensible sur le champ d'application respectif des procédures collectives commerciales et civiles, Cass. 2<sup>ème</sup> civ., 1<sup>er</sup> juin 2017, *BJS* oct. 2017, p. 618.

Des conséquences radicales d'une décision de rejet d'une créance garantie par une sûreté, Cass. com., 4 mai 2017, JCP G 12 juin 2017, p. 1152.

Vers la reconnaissance affirmée des spécificités de la clause d'éviction, Cass. soc., 9 mars 2017, *BJS* juin 2017, p. 374.

Les vains subterfuges du dirigeant pour échapper à son engagement de caution, Cass. com., 18 janv. 2017, *Rev. Sociétés* mai 2017, p. 282.

**Grandeur et décadence des saisies conservatoires de droits sociaux**, Cass. 2<sup>ème</sup> civ., 13 oct. 2016, *Rev. Sociétés* avril 2017, p. 206.

Des désordres propres à l'action *ut singuli* diligentée contre un dirigeant de fait, Cass. com., 12 avr. 2016, *BJS* nov. 2016, p. 651.

Des subtilités de l'appréciation de la disproportion de l'engagement de l'associécaution, Cass. com., 26 janv. 2016, *Rev. Sociétés* oct. 2016, p. 598.

Les ambivalences de l'indépendance de la garantie autonome révélées par le recours du donneur d'ordre contre le bénéficiaire, Cass. com., 31 mai 2016, *JCP* G 18 juill. 2016, p.1471.

La date d'achèvement d'une procédure de saisie à l'aune des procédures collectives, Cass. 2<sup>ème</sup> civ., 28 janv. 2016, *BJS* juin 2016, p. 361.

Erreur sur la substance ou erreur sur la valeur des droits d'associés ?, Cass. com., 10 nov. 2015, *Rev. Sociétés* juin 2016, p. 362.

La notion de dirigeant de fait n'a rien d'un sésame !, Cass. com., 19 janv. 2016, BJS avril 2016, p. 230.

La consécration discrète de la clause statutaire d'éviction, Cass. com., 29 sept. 2015, *Rev. Sociétés* avril 2016, p. 228.

Quand l'associé d'une société civile est un tiers qui s'ignore, Cass. com., 2 juin 2015, Rev. Sociétés février 2016, p. 114.

**Triste épilogue dans la « guerre » des gages**, note co-écrite avec le Professeur Charles GIJSBERS, Cass. ass. plén., 7 déc. 2015, *JCP* G, 28 janv. 2016, p. 102.

Le gage commercial de stocks dans l'œil du cyclone !, Cass. com., 17 févr. 2015, Rev. Sociétés nov. 2015, p. 663.

Quand une garantie de passif laisse toute sa place au dol, Cass. com., 3 févr. 2015, *Rev. Sociétés* oct. 2015, p. 571.

L'estocade fatale portée à la vente sur mainlevée volontaire de la saisie immobilière, Cass. 2<sup>ème</sup> civ., 9 avr. 2015, *Lettre d'actualité - Lamy droit de l'exécution forcée*, juill. 2015.

Vers un retour à une analyse plus stricte de la dépossession en présence d'un gage par entiercement ?, Cass. com., 8 avr. 2015, *RLDC* juill. 2015, p. 31.

La notion d'« engagement » susceptible d'être repris par une société en formation, Cass. 3<sup>ème</sup> civ., 5 nov. 2014, *Rev. Sociétés* juin 2015, p. 361.

La procédure des conventions réglementées à la chasse d'une hasardeuse indemnité contractuelle de licenciement, Cass. soc., 18 févr. 2015, *BJS* mai 2015, p. 229.

L'inexistence d'une cession de parts sociales et ses suites, Cass. com., 7 oct. 2014, *Rev. Sociétés* mai 2015, p. 302.

L'apport en nue-propriété confronté aux subtils effets de l'action paulienne, Cass. 1<sup>ère</sup> civ., 9 avril 2014, *Rev. Sociétés* janv. 2015 p. 119.

La vigueur du principe de la représentation légale des sociétés, Cass. com., 3 juin 2014, *Rev. Sociétés* déc. 2014, p. 717.

La clause pénale anéantie par la révocation amiable du contrat, Cass. soc., 2 avril. 2014, *RLDC* sept. 2014, n° 118, p. 8.

**Du bon usage de moyens de défense par le mandataire social révoqué**, Cass. com., 11 mars 2014, 2 arrêts, *BJS* juin 2014, n° 6, p. 387.

La consécration du droit de participation des indivisaires aux assemblées d'associés, Cass. com., 21 janv. 2014, *Actes Pratiques et Ingénierie Sociétaire* mai 2014, n° 135, p. 1.

La transmission passive du (sous-) cautionnement suscitée par l'opération de fusion, Cass. com., 7 janv. 2014, *Rev. Sociétés* mai 2014, n° 5, p. 291.

La caution avertie malmenée, Cass. com., 28 janv 2014, BJS avril 2014, n° 4, p. 216.

La délicate qualification de la promesse synallagmatique de vente de droits sociaux « qui ne vaut pas vente », Cass. com., 8 oct. 2013, *Rev. Sociétés* avril 2014, n° 4, p. 221.

Les clauses statutaires d'exclusion prises dans la nasse, Cass. com., 9 juill. 2013, *Rev. Sociétés* janv. 2014, n° 1, p. 40.

L'intérêt du recours à l'exception d'inexécution dans les engagements de rachat, Cass. com., 26 févr. 2013, *Rev. Sociétés* oct. 2013, n° 10, p. 556.

Le régime des « conventions réglementées » bousculé par l'exception de nullité, Cass. com., 15 janv. 2013, *Rev. Sociétés* sept. 2013, n° 9, p. 494.

Quand la représentation légale des sociétés est sourde à la théorie de l'apparence, Cass. com., 6 nov. 2012, *Rev. Sociétés* juin 2013, n° 6, p. 350.

Les dangers encourus par l'expert-comptable rédacteur occasionnel d'actes juridiques, Cass. com., 4 déc. 2012, *Rev. Sociétés* mai 2013, n° 5, p. 279.

Le bien frappé d'inaliénabilité conventionnelle inéluctablement rebelle à l'hypothèque ?, Cass. 1<sup>ère</sup> civ., 23 février 2012, *RLDC* oct. 2012, n° 97, p. 29.

Eclaircissements sur la durée du « cautionnement hypothécaire », 12 janvier 2012, JCP G 2012, n° 10, 274.

Le prix de revente d'un bien affecté d'une réserve de propriété sous les feux de la rampe !, note sous Cass. com., 16 juin 2009, *RLDC* janv. 2010, n° 67, p. 27.

Où un sous-acquéreur de bonne foi est privé de vacances par un droit de rétention !, Cass. 1<sup>ère</sup> civ., 24 sept. 2009, *Lettre d'actualité Lamy droit de l'exécution forcée*, déc. 2009.

La Cour de cassation redonne toute sa confiance au juge de l'exécution, Cass. 2<sup>ème</sup> civ., 18 juin 2009, *Recueil Dalloz* 2009, p. 2525.

Le retour en grâce de la cession de dette ?, Cass. 1<sup>ère</sup> civ., 30 avril 2009, *JCP* G 2009, n° 27, p. 17.

Quand le devoir de mise en garde rencontre le cautionnement réel, Cass. com., 24 mars 2009, *RLDC* sept. 2009, n° 63, p. 29.

Conférence sur « Le droit des sûretés confronté au droit des sociétés », organisée par l'Université de Montpellier, le 15 mars 2019.

Intervention au colloque « Les nouveaux biens », organisé par le Master 2 Droit privé général et le Laboratoire de droit civil de l'Université Panthéon-Assas (Paris II), le 12 avril 2018, et participation à la table-ronde « l'appréhension par le droit des biens immatériels – analyses croisées en droit des biens et droit des sûretés ».

Intervention au colloque « Quelles sûretés pour demain ? », organisé par l'Université Keio (Tokyo), les 7 et 8 avril 2018, sur les sujets suivants : « Le principe de spécialité » et « Les sûretés réelles traditionnelles ».

**Intervention au colloque « La négociation peut-elle tout ? »**, organisé par l'Association Droit & Commerce, les 16 et 17 mars 2018, sur le sujet « La négociation dans les relations sociétaires », publiée à la *Gaz. Pal.* 18 mai 2018, hors-série, p. 33.

Intervention au colloque « Le projet de réforme du droit des sûretés commenté par ses rédacteurs », organisé par l'Université de Poitiers, le 23 janvier 2018, sur les sujets suivants : « Sûretés personnelles » et « Sûretés réelles mobilières » et participation aux débats.

Intervention au colloque « L'actualité du droit des sûretés », organisé par le tribunal de commerce de Paris, le 14 juin 2017.

Intervention au colloque « Groupe de sociétés et procédures collectives : de l'autonomie patrimoniale des sociétés groupées à l'autonomie du groupe », organisé par l'Université de Montpellier, le 2 juin 2017, sur le sujet « L'adjonction d'un patrimoine complémentaire par un mécanisme de garantie », publiée dans la collection Actualités de droit de l'entreprise (Lexis-Nexis), janv. 2018, p. 45.

## INTERVENTIONS AUX COLLOQUES

Interventions aux Rencontres Lamy droit civil, le 28 avril 2017, sur les sujets suivants « L'actualité du droit des sûretés vue à travers le prisme de l'entreprise » avec le Professeur P. CROCQ et « L'agent des sûretés » avec le Professeur P. CROCQ et E. GENTIL, publiées à la *RLDC* 1 er oct. 2017, suppl. n° 152, p. 13 et 18.

Direction scientifique avec le Professeur Julie Klein du colloque « Impacts de la réforme du droit des contrats au-delà du droit commun », organisé par l'Université de Rouen, le 30 septembre 2016, et modérateur de la table ronde sur l'« Impact de la réforme en droit des procédures collectives ».

Intervention au colloque « Le droit des sociétés, 50 ans après la loi du 24 juillet 1966 », organisé par l'Université de Besançon, le 23 septembre 2016, sur le sujet « Les associés et la société », publiée au JSS déc. 2016, p. 14.

Intervention au colloque « Prévention et gestion des risques dans la vie des affaires », organisé par l'association Droit & Affaires, le 23 mai 2016, sur le sujet « La prévention et la gestion du risque de faillite du débiteur », publiée dans la *Revue Droit & Affaires*, 13<sup>ème</sup> éd., 2017.

Intervention au colloque « L'attractivité du droit français des sûretés réelles, 10 ans après la réforme », organisé par l'Université Lyon III, le 25 mars 2016, sur le sujet « L'efficacité du gage sans dépossession », publiée dans la collection « Grands colloques », LGDJ 2016, p. 101.

**Intervention au colloque « La réforme du droit français des obligations »**, organisé par l'Université Waseda (Tokyo), le 1<sup>er</sup> mars 2016, sur le sujet « La réforme du droit des obligations : la quête de l'efficacité ».

Intervention au colloque « L'huissier de justice, acteur-clef d'une preuve sécurisée », organisé par l'Université Panthéon-Assas (Paris II), le 11 mars 2015, sur le sujet « La force probante générale de l'acte », publiée dans *Droit et procédures - la revue des huissiers de justice*, juill. 2015, p. 126.

Intervention au colloque « Actualités des modes alternatifs de règlement des litiges », organisé par l'Université de Rouen, le 13 février 2015, sur le sujet « Les clauses d'arbitrage confrontées au droit des sociétés », publiée à la *Gaz. Pal.* 12 mai 2015, p. 25.

**Intervention aux Rencontres Lamy droit civil**, le 26 septembre 2014, sur le sujet « Actualité du droit des sûretés hors le droit des procédures collectives », publiée à la *RLDC* déc. 2014, n° spécial 121, p. 25.

Intervention au colloque « Les sûretés réelles en quête de droit commun », organisé par l'Université Paris-Descartes (Paris V), le 5 juin 2014, sur le sujet « Le gage du code civil : gage de droit commun ou droit commun du gage ?», publiée à la *RDBF* n° 5, sept. 2014, dossier 39, p. 77.

**Intervention aux Rencontres Lamy droit civil**, le 25 septembre 2013, sur le sujet « Droit des sûretés et droit des sociétés », publiée à la *RLDC* déc. 2013, n° spécial 110, p. 38.

Intervention au colloque « La dynamique réformatrice de l'OHADA », organisé à Paris, les 9-10 sept. 2013, par la Chambre nationale des huissiers de justice, sur le sujet « Les procédures d'exécution forcée en droit OHADA et en droit français ».

Direction scientifique avec Benoît LE BARS du colloque « Matinées débats du DJCE de Cergy-Pontoise : L'avenir de la fiducie : de la théorie à la pratique », organisé à Paris, le 13 octobre 2009, publié à la *RTDF* 2010, p. 86 et s.

## ACTIVITES

<u>Depuis 2017</u>: membre de la Commission de la Formation de la Vie Universitaire (CFVU) et du Conseil Académique à l'Université de Rouen

<u>Depuis 2014</u> : responsable de l'équipe « Entreprises » du CUREJ (Centre Universitaire Rouennais d'Etudes Juridiques)

<u>Depuis 2011</u> : président de la Commission consultative de spécialistes d'établissement (CCSE), section droit privé, de l'Université de Rouen

Membre du conseil de gestion de l'UFR droit, économie, gestion de l'Université de Rouen

<u>2008 - 2011</u> : codirecteur du Master 2 – DJCE (Diplôme de Juriste Conseil d'Entreprise) à l'Université de Cergy-Pontoise

#### Expertises universitaires

Depuis 2015 : membre du Conseil National des Universités (CNU)

<u>Depuis 2015</u>: réalisations d'expertises pour le HCERES au niveau national (Universités de Poitiers, Polytechnique Hauts-de-France) et international (Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Qatar), avec rédaction de rapports dont certains en langue anglaise

#### Formations professionnelles

<u>Depuis 2013</u> : animations et interventions lors de formations annuelles organisées par l'ENM en droit des contrats, sur la réforme du droit des obligations et en droit des sûretés

<u>Depuis 2013</u>: animations de formations communes notaires – huissiers de justice en procédure civile d'exécution, en droit des sûretés et en droit des procédures collectives

Depuis 2013 : animations de formations Assas Lextenso en droit des affaires

#### Interventions à l'Institut National de Formations Notariales (INFN)

<u>Depuis 2011</u>: Séminaires de techniques des structures, relations et mutations des entreprises civiles et commerciales

Depuis 2010 : Séminaires d'actes courants

#### Commissions et groupes de travail

En 2017 : membre de la Commission « contrat de société » du Club des juristes

<u>Depuis 2014</u> : membre de la Commission « Droit des Sûretés » de Paris Europlace

#### Jury d'examens professionnels

<u>Depuis 2019</u>: membre du jury de l'examen professionnel d'huissier de justice

# ADMINISTRATIVES

**ACTIVITES** 

PROFESSIONNELLES UNIVERSITAIRES ET

**FYTRA** 

UNIVERSITAIRES